

Dossiers Publics

Périodique de documentation genevoise
Mai - Juin 1993

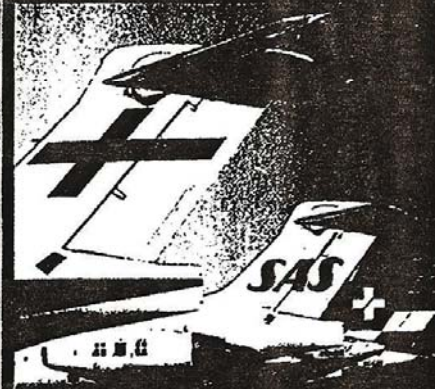
n° 89

SWISSAIR ET COINTRIN

1993, l'année de vérité?

AFFAIRE POLO

Justice genevoise en cause



**Genève
édite**

Maisons de correction

A l'honneur

Le Prix Jeantet, Nobel
genevois

**Genève
économique**

Garde-fou pour
gestionnaires

Carnet

De quelques distinctions

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Marian Slepczynski

Rédacteur en chef adjoint
Thierry Oppikaler

Collaborateurs réguliers

Jean-Pierre Arn, Sylvie Anserver, Michel Chevallier, Paul-Emile Dentan, Bons Engelson, Mohammad Farokh, Roger d'Ivernois, Claire Kaplan, Sophie Lagrange, Maryvonne Maize, Christine Meier, Chantal Pannatier et Yvonne-Marie Ruedin

Ont également contribué à ce numéro:
Mathias Camenzind, André Colonna-Cesar, André Loersch

Photos

Enci, Aklag; page 4, Roger Auque; pages 3, 19, 21, 23 et 24, Agence A.L.R./Gérald Boshordi; pages 12 et 13, François Grobet; pages 27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, 37 et 42, Bernard Rehner; page 47, Pascal Volery; pages 11 et 44, Zschokke/Dpt photo; page 46.

ÉDITION

Promoédition S.A.

Éditeur délégué

Directeur de la publication
Roland Ray

Production

Maryse Avdicr

Maquette

BCX graphic S.A. Genève

Impression

Les Presses de l'Archebuse S.A.

RÉDACTION ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS

Dossiers Publics
Case postale 5615
1211 Genève 3 (tél. 022/321 54 66)
Téléfax (022) 321 98 62
Ccp 12-17531-5

Prix de vente au numéro :

SFr. 9.— (hors serie SFr. 12.—)

Abonnements :

1 an (6 numéros) : SFr. 49.—
2 ans (12 numéros) : SFr. 85.—

PUBLICITÉ

Promoguide S.A.
2, rue Bovy-Lysberg
1204 Genève (tél. 022/321 54 66)

Responsable : David Pepp

© **Promoédition S.A.**
Genève, 1993

DOSSIERS PUBLICS N° 89

MAI - JUIN 1993

ACTUELS

À L'HONNEUR:
Le Jeantet, «Nobel»
genevois 4

GENÈVE ÉDITE:
Histoire de l'éducation
correctionnelle 5
Infirmières au XIXe:
pas une sinécure! 9

GENÈVE INAUGURE:
Le Musée Jean Tula 7

EN FAIT / EN DROIT:
Pas d'argent pour l'agent: 10

ENQUÊTE

AFFAIRE ROBERTO POLO:
La justice genevoise
mise en cause 12

DOSSIER

SWISSAIRE ET COINTRIN:
1993, l'année de vérité? 26

GENÈVE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES:
Gestion de fortune
sous surveillance 44

CARNET:
Pluie de prix sur
les créateurs techniques 45

PORTRAIT:
Pour lutter contre la
morosité 47

ÉDITORIAL

48

ENQUÊTE

p. 12

AFFAIRE ROBERTO POLO

La justice genevoise mise en cause



On peut être membre de la jet-set, ne fréquenter que les grands de ce monde, disposer d'une quantité de luxueuses résidences un peu partout dans le monde et de beaux bureaux à la rue du Rhône, tout cela n'empêchera pas que l'on se retrouve en prison par la grâce de clients soupçonneux. C'est ce qui est arrivé à l'expert américain en art et bijoux Roberto Polo. Bah! Il saura bien se défendre, vous direz-vous. Encore faudrait-il que les efforts de ses ennemis et les particularités de la procédure

genevoise ne l'en empêchent pas! A Genève, à Miami et ailleurs, Mathias Camenzind a rassemblé les pièces du puzzle et interrogé les acteurs de cette pièce d'un goût douteux. Le dénouement en est-il enfin proche, et quelles responsabilités mettra-t-il en lumière?

AFFAIRE ROBERTO POLO

La justice genevoise mise en cause

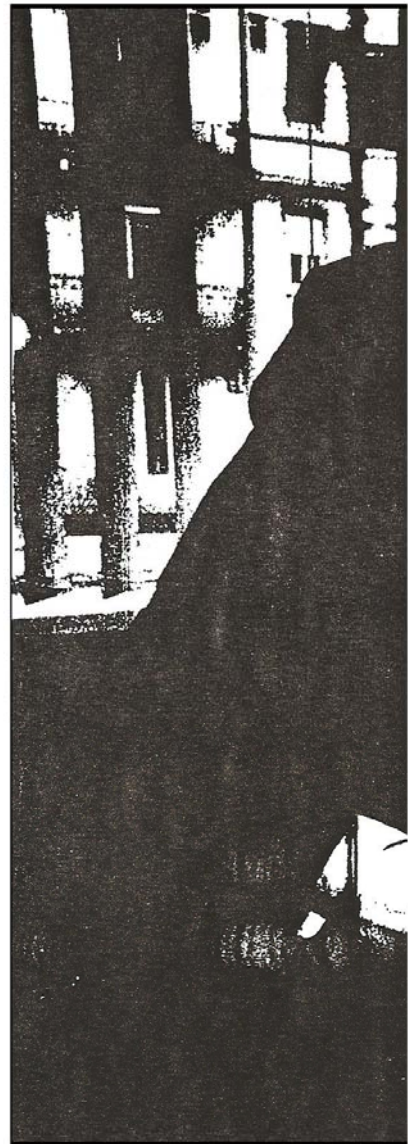
Les soubresauts de l'affaire Roberto Polo, ce prince de la jet-set internationale, avec - entre autres - pignon sur rue à Genève, n'ont pas fini d'intéresser les médias internationaux. La justice genevoise est, depuis cinq ans, à l'origine des ennuis du citoyen américain, qui affirme qu'elle a fondé son dossier sur de fausses allégations et des preuves douteuses pour transformer un innocent en coupable. L'histoire de Roberto Castro Polo, ressortissant américain d'origine cubaine, âgé de 41 ans, se lit comme un conte des temps modernes, dont la fin aurait toutefois pris une tournure pour le moins surréaliste. A peine âgé de 14 ans, Roberto, jeune garçon très doué, reçoit une bourse qui lui permet de poursuivre ses études à la Corcoran School of Arts à Washington D.C., en raison de son talent artis-

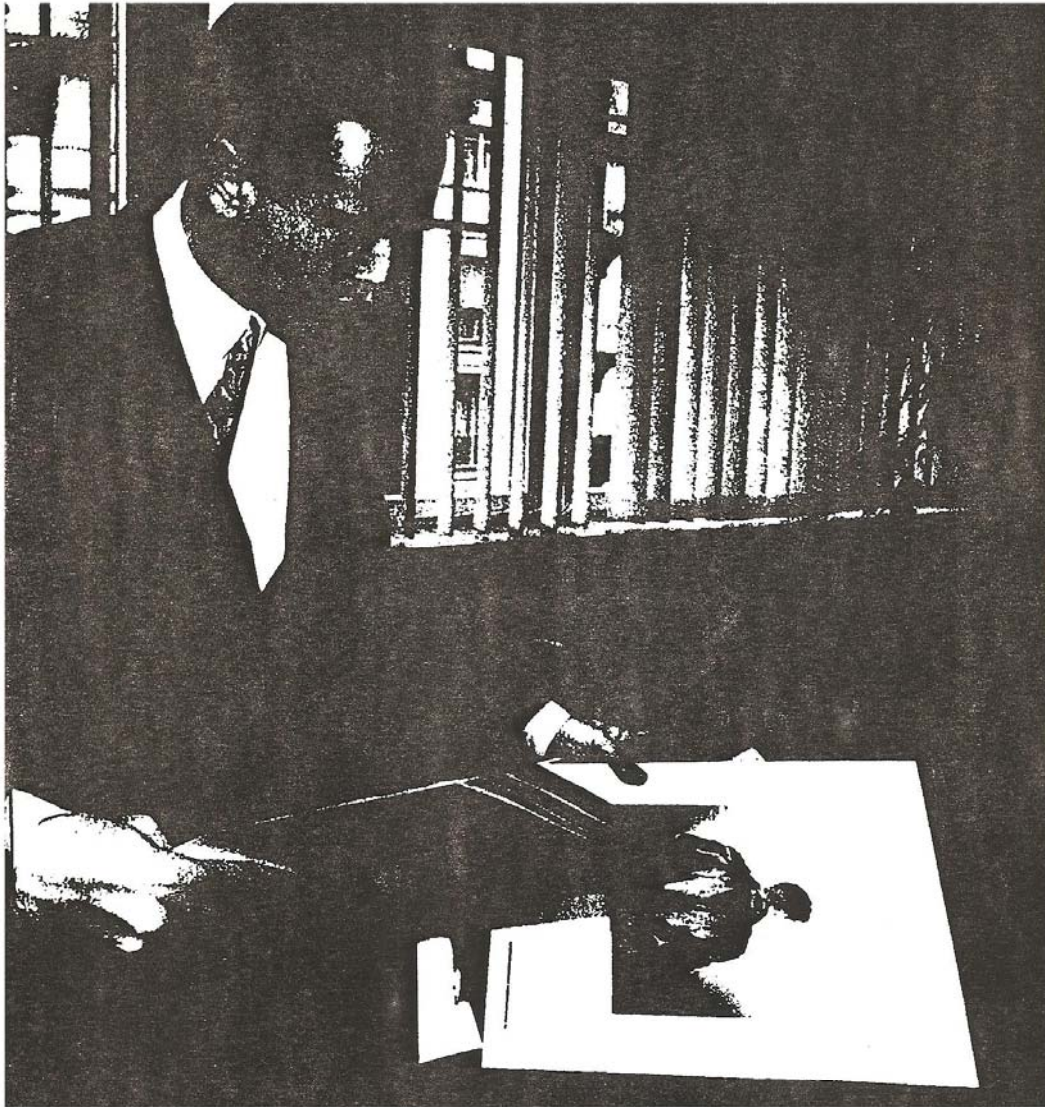
tique jugé hors du commun. En 1968, il obtient un diplôme en peinture de la prestigieuse institution. Il achève ensuite en 1972 des études de philosophie et de l'histoire de l'art à l'American University avant de recevoir un Master of Fine Arts de la célèbre Columbia University de New York. Non seulement les dons de Roberto Polo sont reconnus, mais il rayonne également d'intelligence et de charme. Beau physique, charisme certain, tout lui réussit, et en 1972, il épouse à l'âge de 20 ans Rosa Suro, l'avenante nièce du président de la République Dominicaine, Antonio Guzman.

DES PREMIERS PAS PROMETTEURS

Très rapidement, Polo devient, grâce à son talent particulier qui lui permet d'anticiper les cou-

rants artistiques avant tout le monde, directeur artistique d'une galerie de renom international, la Galerie Rizzoli de New York où des Pasolini, Visconti et



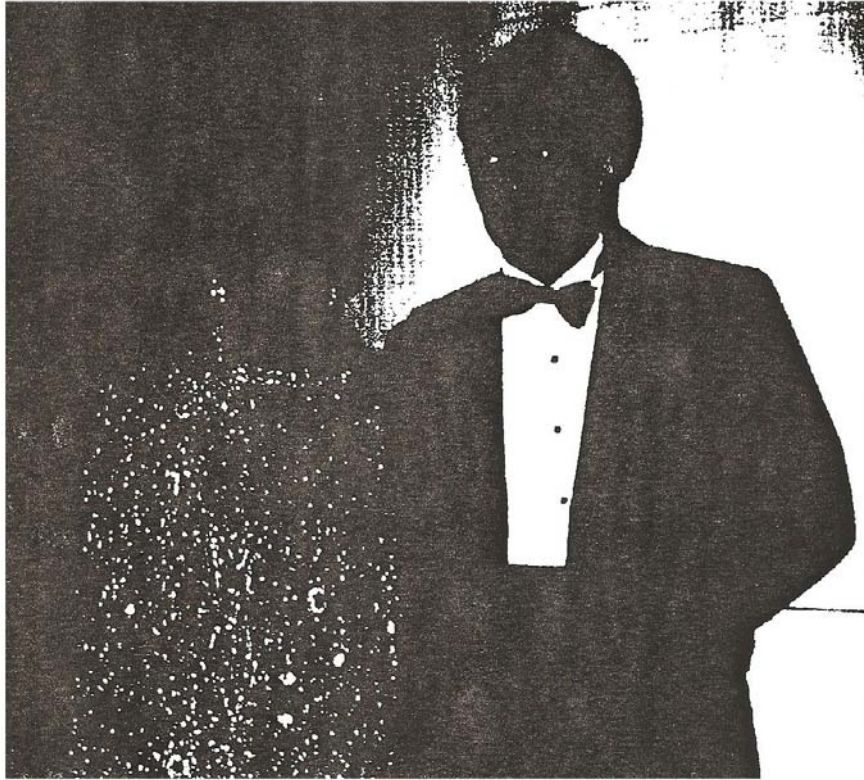


Roberto Polo dans ses locaux de la rue du Rhône

autres Fellini ont fait leurs armes. En 1975, à 24 ans, il organise chez Rizzoli l'exposition Fashion as Fantasy au cours de laquelle il

permet, de façon très provocatrice, à plus de cinquante créateurs de mode et artistes - du plus réputé au plus obscur - d'exposer

leurs œuvres. Fashion as Fantasy devient l'exposition de l'année et suscite des articles de presse enthousiastes et admiratifs. Ro-



Aux temps de sa splendeur, avec son épouse Rosa

berto Polo fait ses premiers pas sur le chemin de la gloire. Il quitte Rizzoli en 1977 et crée, au sein de la Division des services internationaux de la Citibank, un département de l'investissement dans l'art et la joaillerie pour des clients privés très fortunés. Cette activité était alors toute nouvelle et la Citibank aura été la première banque des Etats-Unis à l'introduire. La chance continue à sourire à Roberto Polo, et le succès ne se fait pas attendre. Au début des années 80, il devient indépendant et fonde à New York sa propre société d'investissements, la Private Asset Management Group (PAMG) Inc., dans le but de réaliser des investissements profitables dans l'art et la joaillerie pour de très riches clients privés. Il se

fait enregistrer auprès de la très sérieuse Securities Exchange Commission (SEC) en tant que société d'investissements dans le domaine des titres, de l'immobilier, de l'art et de la joaillerie. L'ascension fulgurante qui l'amènera à devenir un des conseillers et experts les plus réputés au monde en matière d'investissement dans l'art et la joaillerie peut alors commencer.

**SOTHEBY'S, CHRISTIE'S,
ADER PICARD TAJAN,
BOUCHERON & CO.**

Entre 1981 et 1986, la réputation de Polo dans les milieux des grandes salles de ventes, des joailliers, des amateurs d'art et

des investisseurs est devenue proverbiale de New York à Paris, de Londres à Monte-Carlo, de Genève à Saint-Moritz et à Tokyo car, à le côtoyer, tout le monde paraît trouver son profit. Le secret du succès de Polo réside principalement dans sa manière d'utiliser sa capacité presque infailible pour détecter les futures tendances artistiques et acheter, pour le compte de ses clients de la PAMG Inc., qui lui ont accordé des procurations générales de gestion, des œuvres d'art et de la joaillerie de première qualité, mais souvent sous-évaluées. Il achète avant tout des tableaux d'artistes français du XVIIIe siècle, mais aussi des pierres précieuses qu'il revend ensuite avec une plus-value in-

Roberto Polo parle

- D'après ce qu'on a pu lire dans la presse en 1988, on pouvait penser que tous les clients avaient déposé plainte contre vous, et que l'on vous a purement et simplement laissé tomber. Est-ce vrai?

- Roberto Polo: Non. A l'époque, Rostuca, Aïda et Reid & Priest avaient organisé une campagne de presse négative et avaient fourni aux journaux de fausses informations. Il est vrai que tous les clients ont été remboursés et, mis à part Rostuca et Aïda, aucun de mes autres clients n'a déposé plainte contre moi. Tout au contraire: deux de mes anciens clients m'aident encore à l'heure actuelle sur le plan financier afin que je puisse assurer ma défense contre Rostuca et Aïda et la demande d'extradition suisse.

- Vous affirmez que les accusations que les plaignants portent contre vous sont fausses. Quelle est donc selon vous la raison qui pousse Rostuca et Aïda à intenter une action en justice contre vous?

- La raison en est mon ancien collaborateur en marketing, Alfredo Ortiz-Murias. C'est grâce à lui que Rostuca et Aïda sont devenus mes clients et il agissait comme intermédiaire entre eux et moi. Toutes les instructions que je recevais de Rostuca et Aïda passaient par lui. Or, Ortiz-Murias était depuis des années maladivement envieux et jaloux de mon succès, et avec le temps il a commencé à raconter à mes clients que je menais une vie fastueuse - apparemment aux frais de mes clients. C'était pure calomnie, mais Rostuca et Aïda, du fond du Mexique où ils se trouvaient, y ont cru. Plus tard, l'ami de Ortiz-Murias, Robert Reger de l'étude d'avocats new-yorkais Reid & Priest, s'est joint à lui et s'est fait engager comme avocat de Rostuca, et ce, selon mon avocat mexicain Me Molina, très certainement sur une base de commission (l'avocat empoche 40% de la somme du délit).

Je déplore que le juge Stemberger n'ait jamais pris de la peine de me rendre visite en prison, ce qui aurait permis d'ouvrir l'instruction et l'accès aux dossiers. Le cas échéant mes avocats auraient très rapidement constaté que toutes ces affirmations étaient dénuées de fondement. Ne pas le faire a permis à Rostuca et Aïda de me dépourvoir, en déposant une plainte civile à New York.

Pourquoi ne pas y aller?

- Pourquoi ne vous êtes-vous pas présenté en personne à Genève pour vous expliquer, surtout après avoir été libéré sous caution en Italie?

- Lorsque Ortiz-Murias a porté plainte contre moi le 29 avril à Genève, des négociations avaient eu lieu et un arrangement conclu. Mon avocat genevois de l'époque, Me Baudoin Dunand, avait négocié un accord de remboursement avec les avocats genevois de Rostuca et Aïda et j'avais déjà assigné irrévocablement à Rostuca et Aïda l'acompte de la salle des ventes pour la prochaine vente aux enchères du 30 mai 1988. Le fait qu'une plainte ait malgré tout été déposée me rendit méfiant. J'ai laissé à mon avocat le soin de régler l'affaire, jusqu'à ce qu'à ma grande surprise je sois arrêté le 24

juillet à Viareggio et maintenu en détention pendant huit mois. Après cette expérience, je n'avais plus aucune confiance dans le système juridique suisse, ni dans le juge d'instruction Stemberger.

- Quel rôle joue votre épouse Rosa dans toute cette affaire?

- Je pense qu'elle y joue un rôle important. Au cours des années, j'ai appris qu'elle avait fait sortir illégalement des Etats-Unis une partie de mes biens privés ainsi que des objets de valeur de mes clients. Aujourd'hui, elle vit très bien à Paris. On peut remarquer que Rostuca et Aïda n'ont jamais cherché à attaquer Rosa de quelque manière. En fait, Rosa s'est totalement éloignée de moi et m'empêche également de voir ma fille Marina, ce dont je souffre beaucoup.

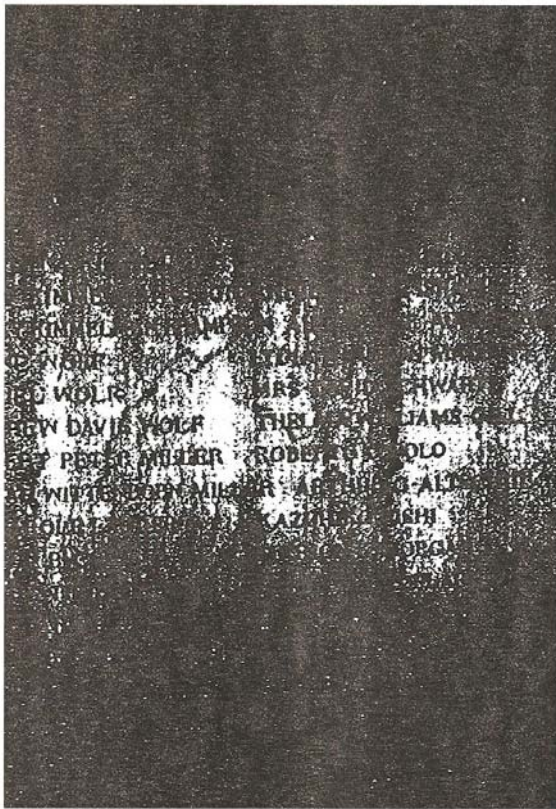
Pas un hasard

- Selon vos déclarations, ce n'est pas un hasard si la plainte a été déposée à Genève?

- Non, ce n'est pas un hasard, c'est un calcul. La société genevoise PAMG SA n'était pas encore active et ne l'a du reste jamais été. Elle dépendait de la société des Iles Caïman, la PAMG Ltd., qui devait d'ailleurs lui envoyer de l'argent tous les mois pour payer les salaires et les loyers. Je n'avais pas de permis de travail et de séjour à Genève. Par conséquent, si mes clients avaient eu quelque chose à me reprocher, ils auraient dû s'adresser aux Iles Caïman. Mais ils ne l'ont pas fait, car dans ces Iles une partie civile ne peut pas déposer une plainte pénale contre une personne privée et réduire ainsi l'accusé à l'impuissance. A Genève, c'est tout différent. Dans cette ville, n'importe qui peut déposer une plainte contre vous du jour au lendemain et, si par hasard, vous ne vous trouvez pas à Genève à ce moment précis, vous vous retrouvez quelques jours plus tard sous mandat d'amener international. C'est aussi simple que cela! Genève a été choisie par les plaignants en toute connaissance de cause. Car ils pouvaient, grâce au droit suisse, me "retirer de la circulation" pour un certain temps. En outre, en Suisse il n'existe pas d'obligation de vérifier les affirmations des plaignants, contrairement à ce qui se passe dans le droit anglo-saxon.

- Mais le système juridique suisse a dans le fond bonne réputation?

- Le juge d'instruction a refusé pendant des années à mon avocat, Me Marc Bonnant, au demeurant ancien Bâtonnier du barreau de Genève, l'accès au dossier en raison de la procédure rigoureuse en vigueur à Genève. Ce n'est que lorsque nous avons découvert que la partie adverse y avait déjà eu accès que le juge nous a enfin offert la même possibilité. Reid & Priest de New York s'étaient en effet donné la peine de se rendre personnellement à Genève... Tant le Collège des juges d'instruction de Genève que le Tribunal fédéral, qui a pris une décision dans le même sens à fin mars 1993, n'ont pas pu se décider à retirer l'affaire au juge Stemberger. Alors...



Au Musée de Micmi, le nom de Polo est en bonne place parmi les bienfaiteurs

téressante. Il utilise souvent son nom (Polo's Collection) car dans le monde de l'art et de la joaillerie, les œuvres provenant des collections associées avec ce patronyme atteignent en général des prix beaucoup plus élevés que les œuvres de propriétaires inconnus.

UN MARCHÉ TRÈS PROFITABLE

Roberto Polo devient ainsi l'une des figures de proue des années 80 dans ce marché très particulier et en pleine expansion. A partir de 1974 sa femme Rosa et lui-même deviennent membres de

la jet-set internationale et sont reçus chez les grands de ce monde. Ils personnifient la classe, l'élégance et le style. Pratique courante dans le monde de l'art, les Polo exposent dans leurs appartements très chics de New York, et plus tard de Paris, des œuvres d'art des collections que l'Américain a constituées pour ses clients, afin d'attirer sur elles l'attention des brillants invités qu'ils reçoivent. Ce système est à ce point un succès que les plus grandes galeries d'art comme Wildenstein, les salles de vente comme Sotheby's, Christie's et Ader Picard Tajan confient en dépôt des meubles, des tableaux ou des sculptures pour que ceux-ci

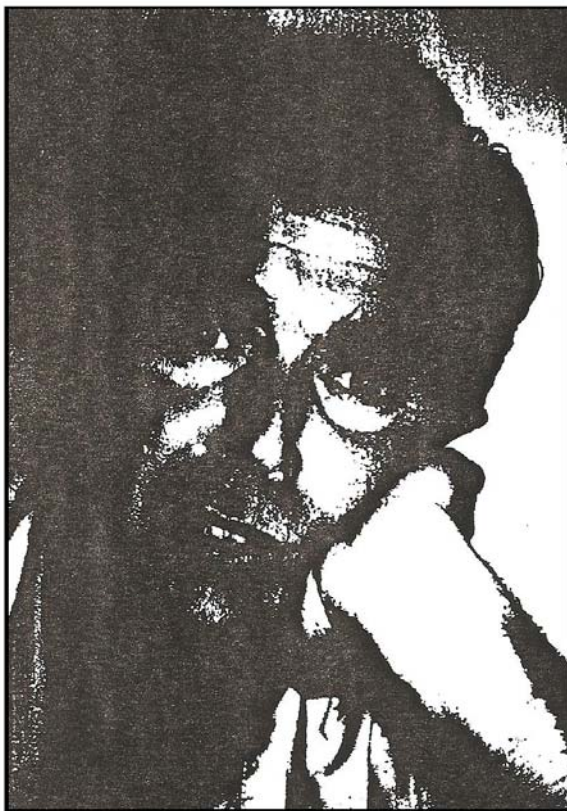
soient exposés dans les appartements des Polo, dans le seul but de mettre ces œuvres en relation avec le nom magique et de pouvoir ainsi les revendre plus facilement. Des joailliers comme Boucheron, notamment, prêtent des bijoux de valeur à Rosa pour qu'elle les porte lors des réceptions et des grandes occasions, car là aussi une association avec le nom de Polo provoque instantanément une augmentation des ventes.

LES FAVEURS DE PARIS

Mais ce n'est pas tout: le 26 avril 1988, le Ministère français de la culture décerne à Roberto Polo la distinction de Commandeur des arts et des lettres, à titre de reconnaissance pour sa contribution à la culture française. En effet, grâce à l'intervention de Polo, le Ministère de la culture a pu racheter la couronne de l'impératrice Eugénie, ce qui, d'après Daniel Alcouffe, conservateur général des musées nationaux français, aurait sinon été impossible. Jacques Tajan, de la grande salle des ventes européenne Ader Picard Tajan, décrit quant à lui les investissements réalisés par Polo comme «d'un goût très fin» et les collections qu'il a constituées pour ses clients comme «du niveau le plus élevé».

UN DÉMÉNAGEMENT...

Tous les initiés savaient alors certainement que la richesse apparente des Polo n'était pas la leur, mais servait à obtenir de meilleurs prix pour les investissements de leurs clients. Mais cela n'a pas empêché Roberto Polo de se retrouver pris dans les mailles de plus en plus serrées d'intrigues diverses: on lui reproche sa fortune insolente, et le bruit court qu'il financerait son fastueux train de vie en détournant l'argent de deux clients. Changement de tableau. En 1986, les clients de Polo - en particulier l'homme politique mexicain Emilio Martinez-Manautou et sa société fantôme des îles Caï-



En prison à Miami, grâce à la justice genevoise

man, baptisée Rostuca Holdings - proposent à Roberto Polo de changer le siège social de sa société, la PAMG Inc. de New York. La raison en est simple: les Mexicains qui ont investi dans la PAMG Inc. des fonds d'origine douteuse, et qui sont donc soucieux de la plus grande discrétion, ne se sentent plus à l'abri, aux Etats-Unis, de la curiosité de plus en plus pressante des autorités mexicaines et américaines. Après avoir testé les avantages et les inconvénients de diverses villes et compte tenu de l'attrance que l'Europe et la culture francophone ont toujours exercée sur lui, Roberto Polo choisit alors Genève.

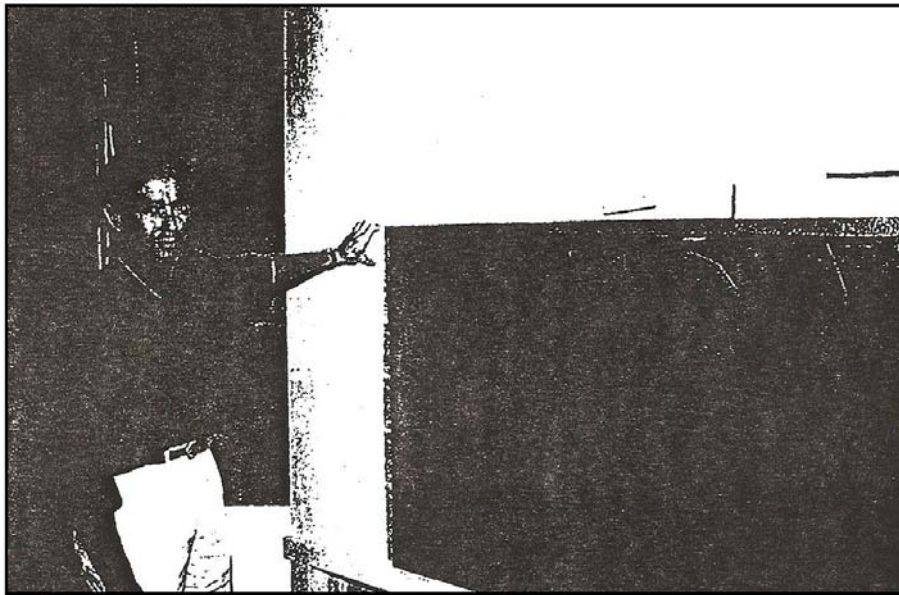
PAS DE PERMIS DE TRAVAIL À GENÈVE

Roberto Polo ne parvient toutefois pas à obtenir un permis de travail et de séjour à Genève (les demandes étaient comme on sait très nombreuses à l'époque), et une autre société, la PAMG Ltd. est créée aux îles Caïman pour gérer les investissements des clients, rassurant ainsi le Mexicain Martínez-Manautou en mal de discrétion. La société genevoise était censée reprendre les activités des îles Caïman dès que Polo aurait reçu son permis de travail et de séjour. Mais les choses n'en sont jamais arrivées là. La même année,

en 1986, les Polo s'installent à Paris où Rosa loue avec sa fille Marina un luxueux appartement de huit pièces au 27, quai Anatole-France, qu'ils décorent, selon leur habitude, de précieuses œuvres d'art. Roberto fait parallèlement une demande d'établissement à Monte-Carlo, qui lui est accordée. Mais son ultime objectif reste toujours de s'installer et de travailler à Genève. De ce fait la PAMG S.A. au 67, rue du Rhône, engage six collaborateurs et Polo se loue un petit studio duplex au 43, rue de la Fontaine. Il espère qu'ainsi sa société pourra fonctionner dès que les autorisations auront été accordées, et aussi lorsque les autorités seront un peu plus conciliantes à son égard, grâce à des arguments tels que la création d'emplois. La PAMG S.A. n'a donc à aucun moment été active dans les affaires, comme le montrent les extraits de comptes examinés par le soussigné. A cette époque Polo comptait, selon ses propres dires, environ 70 clients représentant un investissement global d'environ 120 millions de dollars.

LE PIÈGE SE REFERME

Dans le courant de l'année 1987, les clients de Roberto Polo sont de plus en plus nombreux à exiger le remboursement de leurs fonds. Par conséquent, il met en vente diverses œuvres d'art et pierres précieuses et rembourse selon ses propres dires environ 50 millions de dollars à ses clients. Le 2 décembre 1987, Rostuca Holdings, un des plus gros clients de Polo, le met en demeure par écrit de rembourser le plus rapidement possible les fonds investis par la PAMG Inc. à New York. Polo répond, et s'ensuit alors tout un échange de correspondance. Les avocats new-yorkais de Rostuca, Reid & Priest, exigent ensuite le remboursement immédiat des capitaux de Rostuca gérés par la PAMG Ltd. sur les îles Caïman. Polo sait cependant qu'il peut intervenir contre cette prétention abrupte puisqu'il détient un contrat de gestion qui lui donne un délai d'un an pour rembourser. Il fait en outre appel à son avocat



Polo collectionneur et artiste

de Genève, Me Baudoin Dunand. Celui-ci entreprend des négociations avec Rostuca et le groupe Aïda (sous ce nom sont réunis 11 investisseurs du clan familial

mexicain propriétaire de la bière Corona). Comme l'a fait remarquer Me Dunand en juin 1992 dans une déclaration sous serment, il est tombé d'accord avec

les avocats genevois de Rostuca et Aïda sur le fait qu'aucune démarche judiciaire ne serait entreprise contre Polo ni ses sociétés, et ce afin que la vente aux en-

Une demande qui pose problème

La demande d'extradition du juge Stemberger compte 700 pages et se base sur les allégations selon lesquelles Roberto Polo et ses sociétés n'avaient jamais eu le droit d'investir dans des objets d'art ou dans des pierres précieuses et qu'ils ont trompé Rostuca et Aïda avec de faux extraits de compte. La partie civile n'a apparemment pas donné au juge les procurations générales de gestion qui permettraient à Polo de procéder à une gestion discrétionnaire. Ces procurations générales ont également fait défaut dans l'affaire civile de New York. Elles existent pourtant.

Des témoins

Le deuxième point important affectant la crédibilité de la demande d'extradition concerne des témoins, cités par le juge et qui auraient déclaré qu'ils avaient assisté à la destruction par Roberto Polo de divers documents, ou reçu en ce sens des ordres de sa part. Ces témoignages n'apparaissent pas dans la demande d'extradition. En effet, les six employés de la PAMG S.A. ont été identifiés par les avocats de

Roberto Polo. Ils déclarent formellement qu'ils n'ont jamais été entendus par la justice et qu'ils n'ont jamais témoigné.

Quelle territorialité ?

Enfin, afin de pouvoir prouver, pour la demande d'extradition, la question principale de la territorialité des délits, il est nécessaire que les clients de Polo aient viré de l'argent en Suisse avec lequel il aurait pu commettre un délit. Deloitte & Touche a réexaminé les comptes de la PAMG S.A. auprès du Crédit Suisse Genève, et a découvert qu'à aucun moment l'argent des clients n'a été versé sur ces comptes. Cela signifie en d'autres termes que soit le juge Stemberger possède un avis de virement - c'est ce qu'il déclare dans une interview - soit qu'il ne peut pas prouver que Polo aurait bel et bien commis un délit en territoire suisse, ce qui rendrait l'ensemble de la demande d'extradition nul et non avenue. Enfin, il n'est pas prouvé que les extraits de comptes annexés à la demande aient été falsifiés par Polo, ni envoyés par ses sociétés.

Entretien avec le juge Stemberger

- M. le Juge, dans votre demande d'extradition, vous citez des collaborateurs de l'ancienne PAMG S.A. à Genève, qui affirment avoir reçu de Roberto Polo l'ordre de détruire des documents. Polo lui-même en aurait détruit. Maintenez-vous cette affirmation?

- Absolument. Je ne les ai certes pas interrogés dans mon bureau, mais me suis entretenu avec deux d'entre eux lors de la mise sous scellés des bureaux de la PAMG S.A.

- Comment expliquez-vous qu'ils aient tous affirmé sous serment qu'ils n'avaient jamais fait de déclaration?

- Je ne me l'explique pas.

- Par ailleurs, toujours selon la demande, les sociétés off-shore Rostuca et Aïda auraient effectué des transferts d'argent à Genève, mais il ne figure en annexe aucun document bancaire qui puisse l'attester, contrairement aux exigences du Traité d'extradition entre les Etats-Unis et la Suisse (art. 5). Un ou plusieurs avis de virement existent-ils, oui ou non?

- Je n'ai pas jugé utile de joindre de telles pièces, mais je les possède et je sais exactement combien d'argent a été viré ici en Suisse.

Quel(s) virement(s)?

- La société - reconnue - d'audit Deloitte & Touch a étudié les comptes genevois de la PAMG et affirme qu'il n'y a pas eu de virement d'argent des clients. Qu'en pensez-vous?

- Pour réaliser un délit depuis la Suisse, il n'est pas nécessaire que l'argent soit dans le pays. La PAMG S.A. à Genève s'occupait du management des autres sociétés PAMG. Elle pouvait donc passer des ordres de virement qui ne laissent pas de trace dans ses propres comptes, mais dans ceux d'autres sociétés PAMG.

- Comment concluez-vous que la PAMG S.A. à Genève gérait les autres sociétés, alors que les contrats étaient signés avec la PAMG Grand Caïman, et que Genève ne devait déployer de telles

activités qu'après que Roberto Polo aurait obtenu son permis de séjour et de travail?

- Polo n'avait pas de permis de travail: c'est un problème administratif qui ne joue aucun rôle sur le plan pénal. Je pense d'ailleurs que ce sont les Etats-Unis qui doivent éclaircir la question de la territorialité. Pour moi, elle est réglée car j'ai découvert dans l'ordinateur de la société genevoise des extraits de compte expédiés aux clients et qui sont faux. Ces extraits ont été envoyés depuis Genève et non depuis le Grand Caïman!

- Roberto Polo affirme que ces faux ont été fabriqués...

- Par qui? De toute manière, la territorialité est à mon sens établie dès le moment où la PAMG a été établie à Genève.

- Parlons maintenant des procurations de gestion. Pourquoi ne pas en avoir tenu compte? La demande précise que Roberto Polo n'avait pas le droit d'investir en œuvres d'art et en bijoux.

- La partie civile ne m'a jamais fourni ces documents. Je n'en avais pas connaissance.

«Il faut qu'il vienne»

- Et maintenant, quelle est votre réaction?

- C'est une contradiction entre la partie civile et Roberto Polo. Je souhaite d'autant plus en discuter avec lui dans mon bureau.

- Pour connaître toutes les pièces du dossier et mener votre enquête, pourquoi ne pas être allé visiter Polo dans sa prison? L'instruction aurait ainsi pu être ouverte.

- Ce n'était pas nécessaire, la procédure genevoise stipulant que l'instruction est ouverte dès que le procureur général le décide. Je n'ai jamais empêché M. Polo de me transmettre ses pièces; il a toujours eu un avocat à Genève.

- Et pourquoi ne pas avoir ordonné une procédure rogatoire, en Italie ou aux Etats-Unis?

- Cela n'a pas de sens dans une affaire comme celle-ci. Il faut que M. Polo vienne à Genève et réponde à mes questions.

chers de tableaux français du XVIIIe siècle, organisée par Ader Picard Tajan et prévue pour le 30 mai 1988 à Paris, puisse se dérouler sans problèmes. Cette vente, préparée de longue date par Polo, est d'une importance capitale car elle devrait permettre des rentrées d'argent considérables et contribuer ainsi au remboursement de Rostuca et Aïda. Pour souligner sa bonne volonté, Polo a fait une as-

signation irrévocable à ses avocats selon laquelle l'argent provenant de cette vente aux enchères sera versé aux dites Rostuca et Aïda.

DÉPÔT DE PLAINTE À GENÈVE

Si le vrai but de Rostuca et Aïda avait effectivement été de récupérer le plus rapidement possible les

capitaux investis, ces deux sociétés s'en seraient certainement tenues à cet arrangement. Mais au lieu d'attendre cette importante vente aux enchères, elles déposent à Genève, le 29 avril 1988, une plainte pénale contre Polo pour gestion déloyale, faux dans les titres, suppression de documents, abus de confiance et escroquerie pour un montant évalué à plus de 120 millions de dol-



Belle vie à Miami: de quoi faire jaser

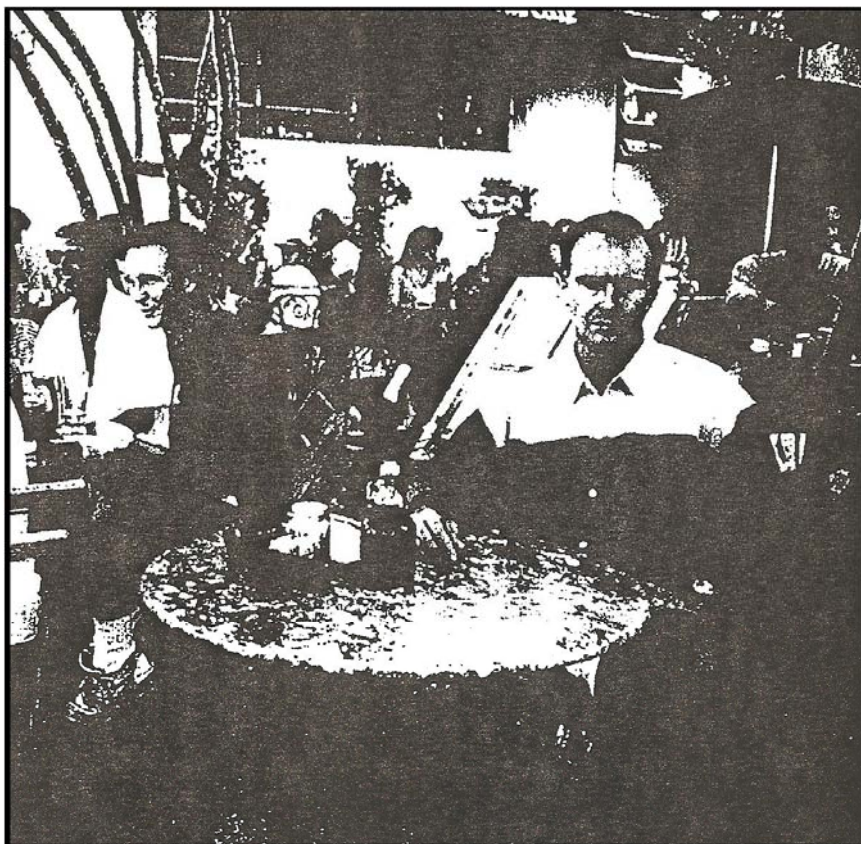
lurs. La plainte a été déposée par le biais de M. Alfredo Ortiz-Murias, ancien employé de marketing de la société new-yorkaise PAMG Inc., et intermédiaire de longue date entre Rostuca, Aïda et Polo lui-même. L'accord conclu avec les avocats aboutit donc à un échec, tout comme la vente aux enchères, car la dénonciation déclenche un énorme scandale international. Selon les responsables d'Ader Picard Tajan, les prix atteints lors de la vente aux enchères ont par conséquent été inférieurs de 30% aux prévisions. Le principal reproche des plaignants est que Roberto Polo n'avait aucun droit d'investir dans des œuvres d'art et de la joaillerie, mais devait s'en tenir exclusivement à des dépôts à terme. Il se serait donc enrichi en achetant des œuvres d'art et des pierres précieuses et aurait inclut

les propriétaires de Rostuca et Aïda en erreur avec des extraits de compte falsifiés. Cette affirmation est pour le moins curieuse, même abstraction faite des documents existants qui vont à son encontre. En effet, cela fait alors plus de dix ans que Polo est connu sur le plan international comme conseiller en investissements dans les œuvres d'art et les pierres précieuses. En outre, il avait bénéficié d'une formation plus qu'adéquate et restait enregistré officiellement à New York en tant qu'investisseur en art et pierres précieuses, tandis que sa société genevoise avait pour but officiel de procéder à ses investissements dans l'art! En utilisant cette tactique étonnante et lourde de conséquences, les clients Rostuca et Aïda, l'intermédiaire Ortiz-Murias et l'avocat Robert Reger de l'étude new-yorkaise Reid &

Priest poursuivaient donc apparemment un autre objectif.

L'INVITÉ DES MITTERRAND SE RETROUVE EN PRISON

Environ quinze jours plus tard, lorsque Polo entend parler de la plainte (il se trouve à ce moment au Grand Prix de Monte-Carlo où il est l'invité de la famille Mitterrand), il contacte de nouveau son avocat genevois, Me Dunand, qui ne comprend plus rien puisqu'il vient d'élaborer un accord apparemment satisfaisant avec les avocats genevois de Rostuca et Aïda. Il conseille donc à Polo de maintenir avant tout un profil bas. Quant au juge d'instruction genevois Vladimir Stemberger, il délivre un mandat d'amener international un jour seulement après le

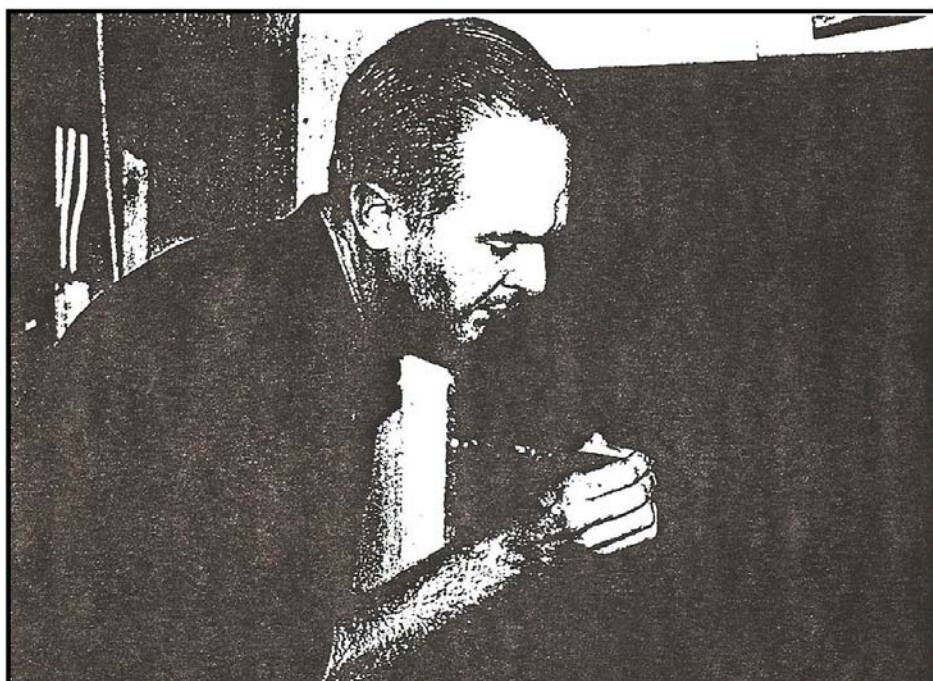


Miami, avant la prison

dépôt de la plainte. Roberto Polo est ainsi arrêté le 24 juin 1988 à Viareggio, en Italie. Son emprisonnement fait la une des journaux: le scandale est parfait. Polo conteste le mandat d'amener, mais également la demande d'extradition que le juge Stemberger a adressé à la justice italienne. L'Américain n'est en effet ni inculpé (et il ne l'est d'ailleurs toujours pas à ce jour), ni condamné. L'instruction n'est elle-même pas encore ouverte, le juge d'instruction devant d'abord interroger le suspect, ce que Vladimir Stemberger n'a pas fait à ce jour. En effet, le magistrat ne s'est rendu ni en Ita-

lie, ni en Floride pour interroger Polo et permettre l'ouverture officielle de l'enquête et un débat contradictoire concernant cette affaire. Cela signifie que le bien-fondé des accusations lancées par Rostuca et Aïda - cinq ans plus tard - n'a toujours pas été vérifié. Malgré tout, Polo a dû payer à l'avance et le prix fort. Les conditions de détention à Lucques, Pise et Florence sont déplorable. Il lui est arrivé, souligne-t-il, d'être laissé nu dans sa cellule et même battu par des gardiens. La durée maximale de détention prévue par la législation italienne pour de

tels cas est de soixante jours, avec trente jours éventuels de prolongation. Roberto Polo passera pourtant près de huit mois dans des prisons et hôpitaux italiens avant d'être libéré au début de 1989. Avant de sortir, souffrant de troubles gastriques d'origine nerveuse, il n'a plus que la peau sur les os et doit être réalimenté pendant trois mois dans un hôpital de Florence. En 1988, le procureur général de Florence, Francesco Fleury, a expliqué dans le journal milanais «Europeo» que la durée exceptionnelle de la détention de Roberto Polo était due aux pressions que la Suisse avait exercées sur le Ministère italien de la justice



Artiste, homme d'affaires et justiciable

à Rome. Selon Fleury, le juge Stemberger n'a fourni aucune preuve de criminalité justifiant l'extradition de Polo et la durée de détention. Ce que le magistrat conteste toutefois vivement (voir encadré).

À QUI PROFITE L'ÉLIMINATION DE POLO?

Mais à qui la longue détention italienne de Polo peut-elle servir? Sans conteste, aux plaignants de Genève: Rostuca et Aïda. Car pendant que Polo est emprisonné en Italie en raison de la demande d'extradition suisse, et qu'il se trouve de ce fait dans l'incapacité de se défendre, des événements tout aussi surprenants se déroulent de l'autre côté de l'Atlantique. A peine Alfredo Ortiz-Murias a-t-il déposé la plainte contre Polo à Genève, que ledit Ortiz-Murias et Robert Reger de Reid & Priest déposent à New York une plainte civile de plus de 120 millions de

dollars contre lui et ses sociétés. Polo n'apprendra l'existence de cette nouvelle plainte que plus tard, car la communication avec le monde extérieur est très difficile compte tenu de la censure d'usage dans les prisons italiennes. Il souhaite pourtant se défendre.

Sa femme Rosa, pour corser le tout, fait passer en fraude sous de faux noms et disparaître à son profit des collections d'art d'une valeur estimée à environ 30 millions de dollars, de New York à Genève et à Zurich, en passant par Paris. Parallèlement, elle engage l'étude d'avocats new-yorkais Stroock & Stroock pour défendre son mari. Cette étude, comme cela apparaîtra plus tard, entretient à l'insu de Polo des contacts étroits avec les avocats de la partie adverse...

Etant donné que les actifs de ses sociétés ont été bloqués par le juge Stemberger, la mère de Polo, Maria Teresa Polo, doit vendre une partie de ses bijoux personnels afin de pouvoir payer les honoraires de Stroock & Stroock,

soit 110 000 dollars, pour la défense de son fils à New York. Mission de l'avocat de Stroock & Stroock, Alvin K. Hellerstein: remettre au tribunal de New York les procurations générales de gestion signées par les propriétaires de Rostuca et Aïda, Emilio Martinez-Manautou et d'autres, au profit de Polo, Reid & Priest, et donc Robert Reger en tant qu'avocat de Rostuca, avaient omis de mentionner ce détail dans leur plainte contre Polo. En effet, la simple existence de ces procurations rend caduques les accusations portées par les plaignants. Mais peu avant le début du procès (en octobre 1988), l'avocat Hellerstein se retire mystérieusement de l'affaire, de sorte que personne, finalement, ne représente Polo au procès. Le motif du désistement? Ce serait Polo qui, lorsque l'avocat lui a rendu visite en prison, lui aurait personnellement demandé d'agir ainsi. L'avocat parisien de Polo, Me Jacques Kam, confirme l'audace d'un tel mensonge. Mais l'étude Stroock & Stroock ne s'en tient

pas là: elle obtient même, dans des conditions encore troubles, l'accord ultérieur d'un Roberto Polo complètement désespéré. Cet accord obtenu *a posteriori* va permettre l'application du jugement par défaut rendu à New York.

Grâce à ce jugement, Rostuca et Aida font saisir tous les objets de valeur qui appartiennent soit personnellement à Polo, soit représentent des actifs des ses sociétés. Les plaignants et leurs avocats atteignent ainsi ce qu'ils visaient depuis le début en déposant leur plainte à Genève. Actuellement, ils tentent de faire exécuter le jugement par défaut de New York à Londres où d'autres actifs de la PAMG Ltd. ont été déposés. Reid & Priest, représentant Rostuca, a écrit aux autorités londoniennes compétentes qu'il manquait encore 15 millions de dollars sur les 120 millions exigés. Ou en d'autres termes, ils seraient parvenus à empocher 105 millions de dollars grâce à un jugement pour le moins équivoque, sans jamais avoir prouvé combien d'argent ils avaient vraiment confié à la gestion des sociétés de Polo. Selon Polo, cette somme s'élève pour Rostuca à environ 35 millions et pour Aida à 20 millions.

Il importe de relever que si personne d'autre que le juge Stemberger n'a encore pu, depuis cinq ans, examiner les «preuves» fournies par les plaignants, c'est qu'implicitement, Roberto Polo n'a toujours pas été interrogé. En prison en Italie, il n'a pu se défendre lors du procès à New York. Et enfin, c'est grâce à une nouvelle demande d'extradition que le juge genevois a adressé aux Etats-Unis que Polo se retrouve depuis plus d'un an en prison à Miami!

NOUVELLE ARRESTATION

Au début de 1989, grâce à l'aide du consul général des Etats-Unis à Florence, Polo est libéré contre une caution de 150 millions de lires et retourne à Miami, où il vit comme peintre, librement et ouvertement, pendant un an et demi. Mais le 27 avril 1992, il est une fois de plus arrêté sur la base

d'une nouvelle demande d'extradition arrivée de Genève, et emprisonné au Metropolitan Correction Center de Miami. Cette demande de la justice genevoise renferme exactement toutes les informations pour lesquelles Vladimir Stemberger poursuit Polo depuis cinq ans. Quelles sont-elles? En fait, principalement des allégations et des déclarations sujettes à caution. Par conséquent, la demande ne correspond en aucune façon aux exigences du traité conclu entre la Suisse et les Etats-Unis, car la territorialité des

conditions, le prisonnier a fait appel contre cette décision. C'est le juge de district Federico Moreno qui devra donc rendre ces jours-ci une décision à ce sujet. Au moment où paraîtront ces lignes, il est plus que probable que Polo ait été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Entre-temps, les «Citizens against the extradition of Roberto Polo» (Citoyens contre l'extradition de Roberto Polo), qui compte plus de 100 000 membres, se sont ligüés pour soutenir Polo et sa famille. Son président d'honneur,



La mère de Roberto Polo, son plus fidèle soutien.

prétendus délits n'est pas prouvée et aucun témoignage n'a pu être produit qui aurait fondé l'existence de ces délits. (voir encadré).

Néanmoins, la demande provenant de Suisse, pays jouissant d'une réputation très honorable sur la scène internationale, le magistrat américain, Ted Bandstra, n'a pas jugé bon d'examiner l'affaire plus avant et a reconnu Roberto Polo extraditable à l'issue d'une simple audience. Le soussigné a lu tout le procès-verbal de cette audience de A à Z et a constaté que le juge Bandstra n'avait absolument pas tenu compte des arguments solides de l'avocat de Polo, tandis que le procureur américain Hoyt se basait pour sa part, entre autres, sur un document falsifié. Dans ces

Armando Valladares, est ambassadeur et ancien représentant des Etats-Unis auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies à Genève. Plusieurs sénateurs ainsi que plusieurs membres du Congrès américain siègent également au sein du comité. Polo reçoit également un énorme soutien de la part du «Miami Herald», le 5e plus grand quotidien américain, qui a étudié les dossiers et qui, depuis, s'exprime publiquement dans certains de ses éditoriaux en faveur de la libération de Polo. Reste à savoir si la justice genevoise réussira à prouver sa bonne foi lorsque l'affaire sera enfin dénouée... □

Matthias Camenzind

TRADUCTION

Dossiers Publics [Public Dossiers]
Geneva documentation periodical
May-June 1993 No. 89

THE POLO CASE
Geneva's courts questioned

INVESTIGATION

p. 12

THE ROBERTO POLO CASE

Geneva's courts called into question

One can be a member of the jet set, associate only with that world's big names, have a number of luxurious homes here, there and everywhere in the world and beautiful offices on the rue du Rhône--all that will not keep one from finding oneself in prison thanks to suspicious clients. That is what has happened to American art and jewelry expert Roberto Polo. Bah! He is quite able to take care of himself, you will say to yourself. Yet it would help if the efforts of his enemies and the peculiarities of Genevan procedure did not keep him from doing so! In Geneva, in Miami and elsewhere, Matthias Camenzind has put together the pieces of the puzzle and interviewed the players in this drama of questionable taste. Is the denouement finally at hand, and what culprits will it bring to light?

[Dossiers Publics, No. 89, pp. 12-25]

INVESTIGATION

THE ROBERTO POLO CASE

Geneva's courts called into question

The convulsions in the case of Roberto Polo, that prince of the international jet set, with, among other things, a prosperous business in Geneva, have not ceased to interest the international media. For five years now, Geneva's courts have been at the root of travails for the American citizen, who asserts that they have based their case on false allegations and dubious proof to transform an innocent man into a guilty one.

The story of Roberto Polo, an American national of Cuban origin, 41 years old, reads like a tale of the modern age in which the ending, however, would take on a surrealistic turn at the least. Barely 14 years old, Roberto, a very gifted young boy, received a scholarship that allowed him to continue his studies at the Corcoran School of Arts in Washington, D.C., on account of his artistic talent, deemed to be out of the ordinary. In 1968, he earned a diploma in painting from the prestigious institution. Subsequently, in 1972, he completed studies in philosophy and art history at American University, before receiving a Master of Fine Arts from New York's celebrated Columbia University.

Not only were Roberto Polo's gifts recognized, but he radiated intelligence and charm equally. Physically attractive, with definite charisma, everything went well for him, and in 1972, at the age of 20, he married Rosa Suro, the comely niece of the President of the Dominican Republic, Antonio Guzman.

PROMISING FIRST STEPS

[photo caption: Roberto Polo at his rue du Rhône premises]

Very quickly, thanks to his special talent which allowed him to anticipate art trends before everyone else, Polo became the artistic director of an internationally renown gallery, the Rizzoli Gallery in New York, where the likes of Pasolini, Visconti as well as Fellini got their start. In 1975, at the age of 24, he mounted the Fashion as Fantasy exhibit at Rizzoli, during the course of which he allowed over fifty fashion designers and artists -- from the most renowned to the most obscure -- to exhibit their works in a very provocative manner. Fashion as Fantasy became the exhibit of the year and provoked enthusiastic and admiring press coverage. Roberto Polo took his first steps on the path to glory.

[photo caption: In the days of his splendor, with his wife Rosa]

He left Rizzoli in 1977, and at Citibank's International Services Division, he created an art-and-jewelry investment department for very monied personal banking customers. At the time, this was a completely new operation, and Citibank was the first bank to introduce it in the United States. Luck continued to smile on Roberto Polo, and success was not long in coming. At the beginning of the 80's, he became independent and founded his own investment company in New York, Private Asset Management Group (PAMG) Inc., for the purpose of effecting profitable investments in art and jewelry for very rich private clients. He got himself registered with the very serious Securities Exchange Commission (SEC) as an investment company in the areas of securities, real estate, art and jewelry. The meteoric rise that would lead him to become one of the most renowned advisors and experts in the world on art and jewelry investment matters could now begin.

**SOTHEBY'S, CHRISTIE'S, ADER PICARD TAJAN,
BOUCHERON & CO.**

Between 1981 and 1986, Polo's reputation among the great auction houses, jewelers, art connoisseurs and investors become proverbial from New York to Paris, from London to Monte Carlo, from Geneva to Saint Moritz and to Tokyo, because everyone who rubbed elbows with him seemed to find profit. The secret of Polo's success lay mainly in the manner in which he used his nearly infallible capacity for detecting future art trends to buy first-rate but often undervalued jewelry and artworks, on behalf of his clients at PAMG Inc., who granted him general powers of attorney for management. Above all, he purchased paintings by 18th-century French artists, as well as precious stones which he subsequently resold at a significant gain. He often used his name (Polo's Collection), for in the world of art and jewelry, works coming from collections associated with that patronymic generally fetched much higher prices than works belonging to unknowns.

A VERY PROFITABLE MARKET

Roberto Polo thus became one of the figureheads of the 80's in this very special market that was in full expansion. Starting in 1974, his wife Rosa and he himself became members of the international jet set and were received by big names in that world. They personified class, elegance and style. Following a common practice in the world of art, at their very chic apartments in New York and later on in Paris, the Polos exhibited the works of art in the collections that the American had formed for his clients, in order to draw them to the attention of the brilliant guests they received. This system was such a success in this respect that the biggest art galleries, such as Wildenstein and the auction houses such as Sotheby's, Christie's and Ader Picard Tajan entrusted him with furniture, paintings or sculptures, in order for these to be exhibited at the Polo's apartments, solely for the purpose of

linking these works to the "magic" name and being thus able to resell them more easily. Jewelers such as Boucheron, in particular, loaned valuable pieces of jewelry to Rosa for her to wear them at receptions and great events, because here too an association with the Polo name instantly provoked an increase in sales.

THE FAVORS OF PARIS

But that is not all: On April 26, 1988, the French Minister of Culture bestowed a distinction on Roberto Polo as Commander of Arts and Letters, in recognition of his contribution to French culture. In fact, thanks to Polo's intervention, the Minister was able to repurchase Empress Eugenie's crown, something which, according to Daniel Alcouffe, Curator General of the French National Museums, would otherwise have been impossible. For his part, Jacques Tajan, of the great European auction house Ader Picard Tajan, described the investments made by Polo as "in very good taste" and the collections formed by him for his clients as "of the highest order."

A MOVE...

All guests knew perfectly well, of course, that the Polo's apparent trappings of wealth were not theirs but served to obtain better prices for their clients' investments. But that did not keep Roberto Polo from getting caught up in the ever tighter webs of various intrigues: he was reproached for his insolent wealth, and the rumor ran that he financed his sumptuous life-style by embezzling his clients' funds. The picture changes. In 1986, Polo's clients -- in particular, the Mexican politician Emilio Martinez Manautou and his Caribbean island dummy corporation, baptized Rostuca Holdings -- suggested to Roberto Polo that the headquarters of his corporation, PAMG Inc., be moved from New York. The reason was simple: the Mexicans, who had invested funds of doubtful origins in PAMG Inc. and were thus anxious for the greatest discretion, did not feel safe in the United States from the Mexican and American authorities' ever more insistent curiosity. After checking into the advantages and inconveniences of various cities and given the attraction that Europe and French-speaking culture had always exercised over him, Roberto Polo accordingly chose Geneva.

[photo caption: In prison in Miami, thanks to the Geneva courts]

NO WORK PERMIT IN GENEVA

However, Roberto Polo did not manage to obtain a residency and work permit in Geneva (as we know, applications at the time were numerous) and another corporation, PAMG Ltd. was created in the Cayman Islands to manage the clients' investments, thus reassuring Mexican Martinez-Manautou in his need for discretion. The Geneva corporation was supposed to take over the Cayman Islands activities once Polo received his work and residency permit. But things did

not work out that way. That same year, in 1986, the Polos settled in Paris, where Rosa and her daughter Marina rented a luxurious eight-room apartment at 27 quai Anatole-France, which they decorated, as was their custom, with precious works of art. At the same time, Roberto filed an application to settle in Monte Carlo, which was granted to him. But his ultimate objective continued to be to settle in and work in Geneva. Given that fact, PAMG S.A., at 67 rue du Rhône, hired six employees and Polo rented himself a small studio duplex at 43 rue de la Fontaine. He hoped that his corporation would thus be able to operate once he was granted the permits and once the authorities were more conciliatory in their regard for him, thanks to arguments such as the creation of jobs. PAMG S.A. was thus never active in the business, as the account statements examined by the undersigned show. At this time, by his own reckoning, Polo had about 70 clients, representing an overall investment of 120 million dollars.

THE SNARE IS DRAWN TIGHTER

During the course of the year 1987, greater and greater numbers of Roberto Polo's clients demanded the return of their funds. Consequently, he put various works of art and precious stones for sale, and reimbursed his clients, by his own reckoning, about 50 million dollars. On December 2, 1987, Rostuca Holdings, one of Polo's largest clients, instructed him in writing to return the funds invested by PAMG Inc. in New York as soon as possible. Polo responded, and a whole exchange of correspondence followed. Rostuca's New York attorneys, Reid & Priest, next demanded the immediate return of the Rostuca monies managed by PAMG Ltd. in the Cayman Islands. Polo knew, however, that he could take steps against this abrupt claim since he held a management contract giving him a period of one year in which to effect such return. In addition, he called on his Geneva attorney, Baudoin Dunand, Esq. The latter initiated negotiations with Rostuca and the Aida Group (this name groups together 11 investors from the Mexican family clan that owns Corona beer). As Atty. Dunand noted in June 1992 in an affidavit, he had reached an agreement with Rostuca and Aida's Geneva attorneys that no legal steps would be attempted against Polo or his corporations and this, in order that the auction of 18th-century French paintings organized by Ader Picard Tajan and scheduled for May 30, 1988, in Paris, could proceed without a hitch. This auction, which had been long in the making by Polo, was of supreme importance, because it was to allow considerable amounts of money to be pulled in and was thus to contribute to Rostuca and Aida's repayment. To underscore his good will, Polo made an irrevocable assignment to his attorneys, according to which the money proceeding from this auction would be paid to the aforesaid Rostuca and Aida.

[photo caption: Polo, collector and artist]

THE FILING OF A COMPLAINT IN GENEVA

If the real goal of Rostuca and Aida had in fact been to recover

the capital invested as soon as possible, the two corporations would certainly have abided by this arrangement. But instead of waiting for this important auction, on April 29, 1988, they filed a criminal complaint in Geneva against Roberto Polo for dishonest management, suppression of documents, embezzlement and fraud, for an amount assessed at over 120 million dollars. The complaint was filed through the conduit of Mr. Alfredo Ortiz-Murias, a former marketing employee of the New York corporation, PAMG S.A. and longstanding intermediary between Rostuca, Aida and Polo himself. The agreement reached by the attorneys thus wound up a failure, as did the auction, for the accusation unleashed an enormous international scandal. According to the managers of Ader Picard Tajan, the prices reached at the auction were consequently 30% below the forecasts. The plaintiffs' main reproach was that Roberto Polo had no right to invest in works of art and in jewelry, but was to have stuck strictly to time deposits. In buying works of art and precious stones, he had enriched himself, and he misled the owners of Rostuca and Aida with falsified account statements. This assertion is, if nothing else, curious, even when disregarding the existing documents that run counter to it. Polo was known internationally as an advisor for investments in works of art and precious stones. In addition, he had enjoyed more than adequate training and he continued to be officially registered in New York as an investor in art and precious stones, while his Geneva corporation's official purpose was to proceed with his investments in art. In employing this astonishing tactic with its heavy consequences, clients Rostuca and Aida, intermediary Ortiz-Murias and attorney Robert Reger of the New York firm of Reid & Priest, were thus pursuing another objective.

[photo caption: The good life in Miami: nothing to set tongues wagging]

THE MITTERANDS' GUEST WINDS UP IN JAIL

About fifteen days later, when Polo heard about the complaint (at the time he was at the Monte Carlo Grand Prix as the guest of the Mitterand family), he again contacted his Geneva lawyer, Atty. Dunand, who did not understand it at all, since he had just worked out an apparently satisfactory agreement with Rostuca and Aida's Geneva attorneys. As far as Geneva Examining Magistrate Vladimir Stemberger, he issued an international arrest warrant only one day after the complaint was filed. Roberto Polo was accordingly arrested on June 24, 1988, in Viareggio, Italy. His jailing there made it into one of the papers: the scandal was perfect.

[Photo caption: Miami, before jail]

Polo contested the arrest warrant as well as the extradition request sent by Judge Stemberger to the Italian courts. The American had not in fact been indicted (and to this day he still has not), or convicted. The investigation itself had not yet been opened, the examining magistrate having to interrogate the suspect

beforehand, something which Vladimir Stemberger has not done till this day. In fact, the magistrate did not go either to Italy or to Florida to interrogate Polo so as to allow for holding the official inquiry and a hearing of both parties concerning this matter. That means that -- five years later -- it has still not been verified whether the accusations launched by Rostuca and Aida are well-founded. In spite of everything, Polo had to "pay in advance" and the price was stiff. The conditions in which he was held in Lucca, Pisa and Florence were deplorable. On occasions, he emphasizes, he was left nude in his cell and even beaten by the guards. The maximum duration provided for detention by the Italian legislation in such cases is sixty days, with a possible extension of thirty days. Roberto Polo, however, would spend nearly eight months in Italian jails and hospitals before being freed at the beginning of 1989. Suffering from gastric distress of nervous origin, he was only skin and bones prior to coming out and had to undergo renourishment for three months in a hospital in Florence. In 1988, the Florence District Attorney, Francesco Fleury, explained in the Milan newspaper "Europeo" that the exceptional duration of Roberto Polo's detention was due to pressures which Switzerland had brought to bear on the Italian Ministry of Justice in Rome. According to Fleury, Magistrate Stemberger did not provide any criminal proof justifying Polo's extradition and the detention's duration, something which the magistrate, however, disputes strongly (see box).

[photo caption: An artist, a businessman, and a man on trial]

WHOM DOES POLO'S ELIMINATION PROFIT?

But whom might Polo's long detention in Italy serve? Indisputably, the Geneva plaintiffs: Rostuca and Aida. For while Polo was imprisoned in Italy on account of the Swiss extradition request and found himself unable to defend himself by virtue of this fact, altogether surprising events transpired on the other side of the Atlantic. As soon as Alfredo Ortiz-Murias filed the complaint against Polo in Geneva, the selfsame Ortiz-Murias and Robert Reger of Reid & Preist filed a civil complaint in New York against him and his corporations for over 120 million dollars. Polo would learn of this new complaint only later, for communication with the outside world was very difficult given the censorship that is customary in Italian prisons. He nevertheless hoped to defend himself.

To make things spicier, under false names, his wife Rosa smuggled and disposed of art collections valued at around 30 million dollars from New York to Geneva and to Zurich, by way of Paris. Simultaneously, she retained the New York law firm of Stroock & Stroock to defend her husband. This firm, as would emerge later, was in close contact with the opposing party's attorneys behind Polo's back...

Given that the assets of his corporations were frozen by Magistrate Stemberger, Polo's mother, Maria Teresa Polo, had to sell part of her personal jewelry in order to be able to pay Stroock & Stroock's fees, some 110,000 dollars, for defending her son in New York. The

mission of the Stroock & Stroock attorney Alvin K. Hellerstein: to deliver to the New York court the general powers of attorney for management signed by the owners of Rostuca and Aida, Emilio Martinez-Manautou and others, on behalf of Polo. Reid & Priest, and thus Robert Reger as Rostuca's attorney, had omitted mention of this "detail" in their complaint against Polo. In fact, the mere existence of these powers of attorney renders the accusations brought by the plaintiffs null and void. But shortly before the trial started (in October 1988), attorney Hellerstein mysteriously withdrew from the case, so that, in the end, no one represented Polo at the trial. The reason for the withdrawal? It was to have been Polo who personally requested proceeding thus, when the attorney paid him a visit in prison. Polo's Paris attorney, Jacques Kam, Esq., confirms the audacity of such a lie. But the Stroock & Stroock firm did not leave off there: it even obtained, under even more disquieting conditions, the subsequent agreement of a completely desperate Roberto Polo. This agreement, obtained a posteriori, would allow the default judgment rendered in New York to be applied.

Thanks to that judgment, Rostuca and Aida had all the valuables either belonging to Polo personally or representing the assets of his corporations seized. The plaintiffs and their attorneys thus achieved what they aimed to from the start in filing their complaint in Geneva. Currently, they are attempting to make the New York judgment by default executory in London where other assets of PAMG Ltd. were deposited. Representing Rostuca, Reid & Priest had written the competent London authorities that 15 million of the 120 million dollars demanded are still missing. Or, in other words, they would have managed to pocket 105 million dollars thanks to a judgment that is equivocal at the least, without ever having proven how much money they had in fact entrusted to Polo's corporations for management. According to Polo, this sum amounts to about 35 million for Rostuca and to 20 million for Aida.

It is important to point out that if no one other than Magistrate Stemberger has yet been able, five years later, to examine the "proofs" furnished by the plaintiffs, it is because Roberto Polo, inexplicably, has still not been interrogated. In prison in Italy, he was not able to defend himself during the trial in New York. And yet it is thanks to a new extradition request sent by the Geneva magistrate to the United States that Polo has been in prison for over a year in Miami!

[photo caption: Roberto Polo's mother, his most loyal supporter]

NEW ARREST

At the beginning of 1989, thanks to the assistance of the United States' Consul General in Florence, Polo was freed on 150 million lire in bail and he returned to Miami, where he lived as a painter, freely and openly, for a year and a half. But on April 27, 1992, he was once again arrested on the basis of a new extradition request that arrived from Geneva and imprisoned in Miami's Metropolitan Correction Center. This request by the Geneva courts contains exactly all the information of why Vladimir Stemberger has

been pursuing Polo for five years. What information is that? In effect, mainly unconfirmed allegations and statements. Consequently, the request does not in any way meet the requirements of the treaty entered into by Switzerland and the United States, for the territoriality of the alleged crimes has not been proven and no testimony has been able to be produced which would have substantiated the existence of these crimes (see box). Nevertheless, with the request coming from Switzerland, a country which enjoys a reputation as very honorable on the international scene, American magistrate Ted Bandstra did not see fit to examine the case further beforehand and found Roberto Polo extraditable following a mere hearing. The undersigned read the entire record of this hearing from "A" to "Z" and ascertained that Magistrate Bandstra did not take the solid arguments of Polo's attorney's into account at all, while for his part American prosecutor Hoyt based himself, among other things, on a falsified document. Under these circumstances, the prisoner filed an appeal against this decision. It is District Judge Federico Moreno who must accordingly render a decision on this matter soon. At the time when these lines appear, it is more than likely that Polo will have been freed again under court surveillance.

Meanwhile, the "Citizens against the extradition of Roberto Polo," with over 100,000 members, have joined together to support Polo and his family. Its honorary chairman, Armando Valladares, is an ambassador and former representative of the United States to the Human Rights Committee at the United Nations in Geneva. Many senators, as well as many members of the American Congress, also sit on the committee. Polo is also receiving enormous support from the "Miami Herald," the fifth-largest American daily, which studied the records and which, later, in some of its editorials, came out publicly in favor of freeing Polo. It remains to be seen whether the Geneva courts will be able to prove their good faith when the case is finally untangled...

Matthias Camenzind

INVESTIGATION

Roberto Polo speaks

- *According to what one could read in the press in 1988, one might think that all clients had filed a complaint against you and that people had purely and simply dropped you. Is that true?*

- Roberto Polo: No. At the time, Rostuca, Aida and Reid & Priest had organized a negative press campaign and had furnished false information to the newspapers. It is true that all clients were repaid and, apart from Rostuca and Aida, none of my other clients filed any complaint against me. Quite the contrary: two of my former clients are still helping me out financially at the present time in order for me to be able to ensure my defense against Rostuca and Aida and the Swiss extradition request.

- *You assert that the accusations brought against you by the plaintiffs are false. What, then, in your view, is the reason that pushed Rostuca and Aida to file a legal action against you?*

- The reason for it is my former marketing colleague, Alfredo Ortiz-Murias. It is thanks to him that Rostuca and Aida became my clients, and he acted as the intermediary between me and them. All the instructions I received from Rostuca and Aida came through him. Actually, Ortiz-Murias was insanely envious and jealous of my success for years, and in time, he began to tell my clients that I led a sumptuous life -- apparently at my clients' expense. It was absolute slander, but down in the depths of Mexico where they were, Rostuca and Aida believed it. Later on, Ortiz-Murias' friend Robert Reger, of the New York law firm of Reid & Priest, joined up with him and had himself retained as Rostuca's attorney and this, according to my Mexican lawyer, Atty. Molina, most certainly on a commission basis (the attorney pockets 40% of the sum of the offense).

I deplore the fact that Magistrate Stemberger never took the trouble to pay me a visit in prison, something which would have allowed for the investigation to be opened and for there to be access to the records. In that case, my attorneys would have ascertained very quickly that all these assertions were void of any basis. Not doing so has allowed Rostuca and Aida to strip me clean in filing a civil complaint in New York.

Why not go there?

- *Why didn't you personally go to Geneva to explain your actions, especially once you were freed on bail in Italy?*

- When Ortiz-Murias brought a complaint against me on April 29 in Geneva, negotiations had taken place and an agreement made. My Geneva attorney at the time, Baudoin Dunand, Esq., had negotiated a repayment agreement with Rostuca and Aida's Geneva attorneys, and I had already irrevocably assigned to Rostuca and Aida the advance from the auction house for the next auction on May 30, 1988. The fact that a complaint was filed despite all that made me suspicious. I had left it entirely up to my attorney to settle the

matter, to the point that, to my great surprise, I was arrested on July 24 in Villareggio and kept in detention for eight months. After this experience, I no longer had confidence in the Swiss legal system, nor in Examining Magistrate Stemberger.

- *What role does your wife Rosa play in this whole affair?*

- I think she plays an important role. Over the years, I have learned that she took part of my personal property as well as valuables belonging to my clients out of the United States illegally. Today, she is living very well in Paris. One might note that Rostuca and Aida have never sought to attack Rosa in any manner whatsoever. In fact, Rosa has completely distanced herself from me and also prevents me from seeing my daughter Marina, something which makes me suffer a great deal.

Not a fluke

- *According to your statements, it was not a fluke that the complaint was filed in Geneva?*

- No, it was not a fluke; it was a calculation. The Geneva corporation PAMG SA was not yet active and, besides, it never was. It reported to the Cayman Islands corporation PAMG Ltd., which, moreover, had to send it money every month to pay the salaries and rents. I did not have a work and residency permit in Geneva. Consequently, if my clients had had something to reproach me for, they should have gone to the Cayman Islands. But they did not do so, because in these islands a plaintiff claiming damages cannot file a criminal complaint against a private party and thus reduce the accused to impotence. In Geneva, it is completely different. In this city, it does not matter who may file a complaint against you from one day to the next and, if by chance, you do not find yourself in Geneva at that precise moment, a few days later you will find yourself under an international arrest warrant. It is as simple as that! Geneva was chosen by the complainants knowing full well. Because, thanks to Swiss law, they could "take me out of circulation" for a certain time. Moreover, in Switzerland, no obligation exists to verify complainants' allegations, contrary to what is the case in Anglo-Saxon law.

- *But the Swiss judicial system basically has a good reputation?*

- For years the examining magistrate has refused my attorney, Marc Bonnant, Esq., former President of the Geneva Bar at that, access to the record on account of the formal procedures in effect in Geneva. It was only when we discovered that the opposing party had already had access that the magistrate finally offered us the same opportunity. Reid & Priest of New York had in fact taken pains to go to Geneva personally...Neither the Geneva College of Examining Magistrates nor the Federal Court, which came to a decision along the same lines at the end of March 1993, could bring themselves to decide to remove Magistrate Stemberger from the case. So...

[Dossiers Publics No. 89, p. 19]

A request posing a problem

Magistrate Stemberger's extradition request contains 700 pages and is based on allegations that Roberto Polo and his corporations never had the right to invest in artworks or precious stones and that they deceived Rostuca and Aida with false account statements. The plaintiff apparently never gave the magistrate the general powers of attorney for management allowing Polo to proceed with management at his discretion. These general powers of attorney were also absent from the civil case in New York. They exist, nevertheless.

Witnesses

The second important point affecting the credibility of the extradition request concerns witnesses quoted by the magistrate and who would have stated that they assisted with Roberto Polo's destruction of various documents or received orders along those lines from him. These testimonies do not appear in the extradition request. In fact, the six employees of PAMG S.A. were identified by the Roberto Polo's attorneys. They formally stated that they were never heard by the courts and that they never testified.

What territoriality?

Lastly, in order to be able to prove, for the extradition request, the principal questions of the territoriality of the crimes, it is necessary for Polo's clients to have transferred money to Switzerland, for him to have been able to commit a crime with it. Deloitte & Touche has reexamined the PAMG S.A. accounts at Credit Suisse in Geneva and it has discovered that no client money was ever deposited in these accounts. This means, in other words, that either Magistrate Stemberger has a transfer advice -- something which he stated in an interview -- or he cannot prove that Polo well and truly committed a crime on Swiss territory, something which would render the overall extradition request null and void. Finally, it has not been proven that the account statements annexed to the request were falsified by Polo, nor sent by his corporations.

[Dossiers Publics, p. 20]

An interview with Magistrate Stemberger

- *Your Honor, in your extradition request, you quote employees of the former PAMG S.A. in Geneva, who asserted having received the order from Roberto Polo to destroy documents. Polo allegedly destroyed some himself. Do you stand by this assertion?*

- Absolutely. It is true that I did not interrogate them in my chambers, but I conversed with two of them when the offices of PAMG S.A. were being sealed.

- *How do you explain the fact that all of them have stated under oath that they never made a statement?*

- I cannot explain it.

- *Furthermore, still according to the request, the off-shore corporations Rostuca and Aida allegedly effected transfers of money to Geneva, but no bank document is annexed which could attest to that, contrary to the requirements of the Extradition Treaty between the United States and Switzerland (Art. 5). Do one or several transfer advices exist or not?*

- I did not deem it useful to enclose such items, but I have them and I know exactly how much money was transferred to Switzerland.

What transfer(s)?

- *The renowned auditing firm Deloitte & Touch has studied PAMG's Geneva accounts and affirms that no client money was transferred. What do you think of that?*

- In order to commit a crime from Switzerland, it is not necessary for the money to be in the country. PAMG S.A. in Geneva handled the management of the other PAMG corporations. It could thus pass off transfer orders which did not leave a trace in its own accounts but in those of the other PAMG corporations.

- *How do you conclude that PAMG S.A. in Geneva managed the other corporations, when the contracts had been signed with the Grand Cayman PAMG and Geneva was not to engage in such activities until after Roberto Polo had obtained a residency and work permit?*

- Polo did not have a work permit: that is an administrative problem that plays no role at all from the criminal standpoint. I think moreover that it is the United States that must clarify the question of territoriality. For me, it is settled, because in the Geneva corporation's computers I discovered account statements which were issued to the clients and which are false. These statements were sent from Geneva and not from Grand Cayman!

- *Roberto Polo asserts that these falsifications were fabricated...*

- By who? In any case, as far as I am concerned, the territoriality was established the moment PAMG established itself in Geneva.

- Let us talk now about the powers of attorney for management. Why not have taken them into account? The request specifies that Roberto Polo did not have the right to invest in works of art and jewelry.

- The plaintiff never furnished those documents. I was not aware of them.

"It is necessary for him to come."

- And now, what is your reaction?

- It is a contradiction between the plaintiff and Roberto Polo. I wish all the more to speak with him in my chambers.

- In order to find out about all the items in the case and carry out your inquiry, why not have gone to visit Polo at his prison? The investigation could have thus been opened.

- That was not necessary, since Geneva procedure stipulates that the investigation is opened once the District Attorney so decides. I have never impeded Mr. Polo from sending me those items; he has always had an attorney in Geneva.

- And why not have ordered a letters rogatory proceeding in Italy or in the United States?

- That makes no sense in a case like this one. It is necessary for Mr. Polo to come to Geneva and respond to my questions.